

CHAPITRE V :

LA RFA : cercle vertueux ou maîtrise du chômage ?

Poids croissant dans l'économie mondiale mais demande intérieure ralentie, croissance intensive où efforts d'accumulation et gains de productivité sont étroitement liés, contrôle des pressions inflationnistes et appréciation tendancielle du change, telles sont les principales caractéristiques de l'économie allemande durant ces vingt dernières années.

I — Bilan macroéconomique : 1960-1980

Le rapide survol des évolutions macroéconomiques analysées dans un cadre bisectoriel va permettre de repérer les inflexions de moyen terme et de préciser les contours de l'insertion de l'industrie allemande dans l'ensemble de l'économie.

1. 1960-1969 : ralentissement de la croissance et amélioration de la spécialisation

L'Allemagne aborde les années soixante dans un contexte de ralentissement de la croissance économique : la décennie précédente est celle du miracle économique. Durant cette phase de reconstruction, aidée par les États-Unis et disposant d'une réserve de main d'œuvre qualifiée due à l'immigration des pays de l'Est, la RFA a connu des taux de croissance comparables à ceux d'un seul pays : le Japon (tableau V.1). Mais à la différence de celui-ci, la décennie 1960 est marquée par un ralentissement sensible de la croissance, dont l'origine est d'abord démographique : en effet, l'évolution du PIB par tête n'a pas subi la même inflexion.

De plus, le taux de croissance du PIB, 4,5 % par an, est nettement en dessous des performances des principaux partenaires européens de l'Allemagne. En fait cette période est marquée en 1967 par la première récession d'importance de l'après guerre, durant laquelle la croissance a été négative. La consommation des ménages apparaît comme un des postes de la demande le plus dynamique, mais son poids dans le PIB est somme toute assez modeste en comparaison avec d'autres pays, limitant donc l'effet d'entraînement.

TABLEAU V.1. — Le ralentissement de la croissance depuis 1950

(taux de croissance moyens en %)

	1951-1960	1961-1973	1973-1979
États-Unis			
— Valeur ajoutée manufacturière à prix constants	2,8	5,0	2,0
— PIB en volume	3,0	4,0	2,6
France			
— Valeur ajoutée manufacturière à prix constants	5,5	6,7	2,9
— PIB en volume	4,3**	5,6	3,1
RFA			
— Valeur ajoutée manufacturière à prix constants	10,6	5,2	1,8
— PIB en volume	8,0	4,5	2,4
Royaume-Uni			
— Valeur ajoutée manufacturière à prix constants	3,1	3,0	-0,6
— PIB en volume	3,0	3,1	1,4
Japon			
— Valeur ajoutée manufacturière à prix constants	17,1	13,0	5,1
— PIB en volume	8,0*	9,9	3,6

* 1953-1960

** 1951-1959

Sources: Bureau of Labor Statistics, OCDE

TABLEAU V.2. — Poids de la consommation des ménages dans le PIB

(moyenne sur 1960-1969, en %)

États-Unis	France	RFA	Royaume-Uni	Japon
61,2	61,3	53,0	62,2	60,5

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

En revanche, l'investissement productif et surtout l'investissement logement sont en perte de vitesse, après avoir atteint un niveau très élevé : c'est la fin de la période de reconstruction. La croissance est tirée par l'industrie manufacturière qui croît à un rythme supérieur de 1,8 % à celui

du reste de l'économie. Ce différentiel s'explique en grande partie par la montée de l'excédent commercial dont la contribution à la croissance manufacturière a été de 0,8 % durant cette période.

Les créations d'emplois au cours des années soixante sont quasiment nulles: très faibles dans le secteur manufacturier, elles sont négatives dans le secteur non-manufacturier qui connaît une croissance de la productivité du travail presque aussi forte que l'industrie (tableau V.B*). Seul le secteur public crée des emplois, à un rythme de 2 % l'an en moyenne. Le rôle positif de l'État en matière d'emploi est une caractéristique dominante de toute la période et constitue un des volets de la politique active et structurelle de soutien de la demande intérieure.

Cette faible croissance de l'emploi total n'empêche pas cependant de fortes tensions sur le marché du travail, car la population active stagne, malgré le recours à un nouveau type d'immigration (en provenance des pays du Sud) et l'accroissement des taux d'activité féminins.

La faible réévaluation du mark en 1960 ne modifie pas la position compétitive de la RFA: le taux de change est *sous-évalué* et face au déclin de l'hégémonie américaine, les produits allemands sont de plus en plus compétitifs¹. De plus les excédents commerciaux s'accumulent également parce que la croissance de la demande internationale est plus forte que la croissance interne.

TABLEAU V.3. — RFA: croissance interne et croissance des principaux partenaires

(en %)

	1960-1969	1969-1973	1973-1979
Partenaires	5,1	4,6	2,9
RFA	4,5	4,2	2,4

* Croissance du PIB pondérée par la structure des exportations de la RFA dans les 34 zones de la base Chelem.
Source: CEPII — base Chelem

L'ensemble de la période connaît un taux d'inflation très bas: le déflateur du PIB n'augmente que de 3,2 % en moyenne (tableau V.C). En fait, il faut distinguer deux sous-périodes séparés par la crise de 1967. Au

1. *Économie mondiale... op. cit.*, p. 26 et le chapitre I du présent numéro.

* Les tableaux V.A à F sont regroupés à la fin de cette première partie du chapitre V.

cours de la première sous période, l'inflation se développe dans un contexte de marché du travail tendu et de croissance forte des salaires réels, ceux-ci dépassant pour la première fois depuis la guerre les gains de productivité. La crise de 1967 et la politique des revenus mise en place à cette occasion permettent ensuite de faire pression sur les rémunérations. C'est notamment à cette époque que sont conclus entre syndicats et organisations patronales des accords de long terme (18 mois à 2 ans) limitant les hausses de salaires. De plus les salaires manufacturiers sont dès cette époque moins touchés par les pressions à la baisse que ceux du reste de l'économie. Les prix du secteur manufacturier augmentent moins vite également. Non seulement le différentiel de productivité entre les deux secteurs « passe » dans les prix, mais encore on observe une compression sensible du taux de marge manufacturier sur la période (tableau V.D).

Le déclin du taux de profit manufacturier, continu sur l'ensemble de la période, trouve sa source à la fois dans la baisse de la productivité du capital et dans le mouvement défavorable des prix relatifs (tableau V.E). Le ralentissement de la croissance est sans doute le facteur explicatif central de l'inflexion de la productivité apparente du capital, sans qu'il soit nécessaire d'invoquer une moindre efficacité du progrès technique incorporé dans les équipements. La hausse relative du prix de la valeur ajoutée non-manufacturière dégrade les termes de l'échange interne de l'industrie. La trace de cette baisse du taux de profit sur l'investissement manufacturier est limitée car la demande reste assez forte. Néanmoins le taux d'accumulation est en moyenne plus faible à la fin des années soixante qu'au début.

* * *

Au plan intérieur, les années soixante constituent une période d'adaptation à une croissance plus lente qui bute sur une contrainte de main d'œuvre. D'une part, le chômage tend les évolutions de salaires réels qui évoluent au même rythme que la productivité du travail. D'autre part, l'inefficacité croissante de l'accumulation du capital pèse sur la rentabilité. La crise de 1967 permet un apurement provisoire de la situation ; mais elle ne résoud pas les contradictions qui vont s'exacerber dans la période suivante.

Au plan extérieur, la position internationale de la RFA s'affirme et l'amélioration de sa compétitivité lui permet de renforcer le poids de l'industrie dans l'économie. En cela l'Allemagne se différencie très nettement des États-Unis où se dessine dès cette époque un mouvement de désindustrialisation.

2. 1969-1973: l'industrie prise dans un mouvement de tenailles

Plusieurs facteurs contribuent au maintien d'une croissance à un niveau de plus de 4 %. L'amélioration du revenu disponible des ménages et de leur taux d'épargne permet une remontée de l'investissement logement. L'investissement productif progresse également, bien que cette évolution masque, comme nous le verrons, de profondes distorsions sectorielles. L'évolution des dépenses publiques a un rôle assez neutre dans l'économie marchande mais les nombreuses créations d'emplois dans l'administration (140 000 par an en moyenne) et l'évolution consécutive de la production non-marchande contribuent fortement à la croissance du PIB. La croissance chute de 2 % par rapport à la période précédente dans l'industrie manufacturière, tandis qu'elle se maintient dans le secteur non-manufacturier (tableau V.A).

Dans le même temps, l'emploi total progresse sensiblement et le chômage reste à un niveau très faible. Non seulement l'industrie ne licencie quasiment pas mais encore le secteur non-manufacturier crée des emplois (tableau V.B). On observe un ralentissement de la productivité de 1,5 % dans l'industrie et de 0,7 % dans le reste de l'économie. L'économie allemande offre ainsi de 1969 à 1973 l'image paradoxale d'un secteur non-manufacturier qui croît plus vite mais surtout gagne plus en productivité que le secteur manufacturier.

Le mark se réévalue brutalement entre 1969 et 1973, notamment par rapport au dollar. Durant cette période, l'ouverture extérieure se fait « dans les deux sens »: la part des exportations dans la valeur ajoutée manufacturière passe de 37,5 % à 49,4 % mais dans le même temps, le taux de pénétration passe de 20,7 % à 33,3 %: et la contribution du solde extérieur à la croissance de la valeur ajoutée manufacturière en volume est quasi nulle.

Un brusque mouvement inflationniste se produit dès 1969. Il a pour origine des mouvements de grèves sauvages qui conduisent à des hausses très importantes de salaires nominaux. Dans l'industrie manufacturière par exemple ceux-ci voient leur taux de croissance s'accroître de 7,0 % à 12,1 % par an lorsqu'on compare les périodes 1965-69 et 1969-73. L'inflation interne suit: la croissance annuelle du prix du PIB passe de 3,2 % à 6,8 %.

Mais le poids de la contrainte extérieure ne permet pas une traduction de ces hausses de coûts salariaux dans les prix du secteur manufacturier, notamment à l'exportation. Dans le reste de l'économie au contraire la hausse des coûts salariaux est presque totalement répercutée dans les prix, et le taux de marge n'est que faiblement atteint. En conséquence la

dégradation des termes de l'échange interne de l'industrie se poursuit à un rythme moyen de 1,9 % par an (tableau V.D).

Les marges du secteur manufacturier sont brutalement réduites et le taux de profit chute lourdement, sous l'effet conjoint d'une baisse de la part des profits dans la valeur ajoutée et d'une baisse de la productivité apparente du capital. En revanche, le mouvement des prix relatifs est neutre vis-à-vis du taux de profit: la distorsion des termes de l'échange interne est compensée par le mouvement de réévaluation qui exerce un effet favorable sur le prix de la consommation, et surtout de l'investissement (tableau V.E). Quant au secteur non-manufacturier, il bénéficie des effets cumulés d'une amélioration des termes de l'échange vis-à-vis de l'extérieur (tableau V.F). Ce phénomène est corroboré par les évolutions du taux de rentabilité réelle avant impôts de l'ensemble des sociétés non financières et de celles de l'industrie manufacturière durant la période (tableau V.4): la baisse est nettement plus marquée dans l'industrie qui perd son avantage de profitabilité durant cette période.

La dégradation de la rentabilité manufacturière est sans doute à l'origine de la chute très marquée de l'investissement dans ce secteur, tandis qu'à l'origine il se développe dans le reste de l'économie. Le ralentissement de l'effort d'accumulation dans l'industrie est de nature à mettre en cause la croissance de la productivité (tableau V.A) et accentue les difficultés du secteur manufacturier.

* *
*

TABLEAU V.4. — Rentabilité des sociétés non-financières en RFA

(en %)

	Industrie manufacturière	Ensemble de l'économie
1961	10,4	8,0
1965	8,6	7,3
1969	7,3	7,0
1973	4,0	5,6
1977	4,5	4,9
1979	3,4	n.d.

Source: Horst Albach — *the rate of return in German manufacturing industry-Bonn 1981 (Kurzfassung DBW — Depot 81-4-1)*.

La réévaluation du mark et l'explosion salariale atteignent de plein fouet l'industrie allemande au cours des années 1969 à 1973. Ce mouve-

ment de tenailles (hausse des coûts et pression compétitive sur les prix) lamine les profits manufacturiers et fait chuter l'investissement. Mais il n'altère pas définitivement les capacités compétitives de l'industrie qui connaissait auparavant une rentabilité exceptionnellement forte.

3. 1973-1979: stabilisation des pressions sur l'industrie dans un contexte de crise

La période qui suit la première crise pétrolière est marquée par une chute de 1,8 % du taux de croissance du PIB. Tous les postes de la demande sont touchés par ce ralentissement, mais à des degrés divers. Outre l'investissement logement qui, suivant un cycle relativement régulier en RFA, se retourne brutalement, la formation de capital fixe baisse plus que la moyenne, tandis que la contribution du solde commercial à la croissance devient négative. Seules la consommation des ménages et la formation de stocks, soutiennent la croissance dans la récession.

Phénomène commun à tous les pays industrialisés, c'est l'industrie qui est la plus touchée par la crise (tableau V.A). Mais à la différence de la période précédente où le ralentissement de l'activité avait été absorbé par une baisse de la productivité, celle-ci se maintient dans les deux secteurs. Ce phénomène est spécifique à la RFA dans le secteur non-manufacturier. Dans tous les autres pays, la réduction de la croissance s'est accompagnée d'une chute de la productivité non-manufacturière (chapitre II).

On assiste donc à des disparitions d'emplois massives dans l'industrie (150 000 par an en moyenne), mais importantes également dans le reste du secteur privé (87 000 par an, tableau V.B). Les créations d'emplois publics ne peuvent pas compenser ce mouvement, et le taux de chômage grimpe brutalement: il passe de 0,7 % en 1973 à 3,5 % en 1975. Mais par la suite la flexibilité de l'offre de travail vient contribuer à la stabilisation à un niveau de 3 %.

Le premier choc pétrolier a été rapidement absorbé par la RFA, d'une part parce que celle-ci se trouvait déjà en récession alors que les autres pays étaient en pleine croissance, d'autre part, parce que la réorientation des courants d'échange vers l'OPEP lui a été assez favorable. En conséquence, le solde courant se redresse en début de période. La réévaluation nominale du mark qui se poursuit dans un contexte d'inflation mondiale accélérée conduit à une réévaluation en termes réels nettement plus faible que durant la période précédente. Mais le niveau du taux de change réel commence à peser sur le solde manufacturier qui ne contribue plus à la croissance. Le solde commercial se détériore même sérieusement dès 1978 lorsque la RFA tente de «jouer les locomotives».

Face à une inflation qui se développe très rapidement dans tous les pays occidentaux, la RFA apparaît comme un des rares pays ayant réussi à juguler les pressions à la hausse des prix. Le taux d'inflation baisse de 1 % par rapport à la période précédente, passant de 5,6 % à 4,6 % (tableau V.C). Le mouvement d'appréciation du mark a joué un rôle positif dans cette évolution, puisqu'il a permis d'annuler une partie de la hausse du prix des matières premières. Mais le phénomène le plus spectaculaire est sans doute le freinage massif des évolutions nominales de salaires. Ceux-ci répercutent très vite les hausses des prix à la consommation induites par le choc énergétique en 1974, mais chutent dès 1975, face à une politique économique et monétaire très ferme. De plus, la montée du chômage joue un rôle très différencié suivant les secteurs, révélant un dualisme marqué du marché du travail, tout à fait comparable à ce qu'on peut observer aux États-Unis: le ralentissement des hausses de salaires est de 3,7 % par an dans l'industrie, contre 5,7 % dans le reste de l'économie (graphique V.1).

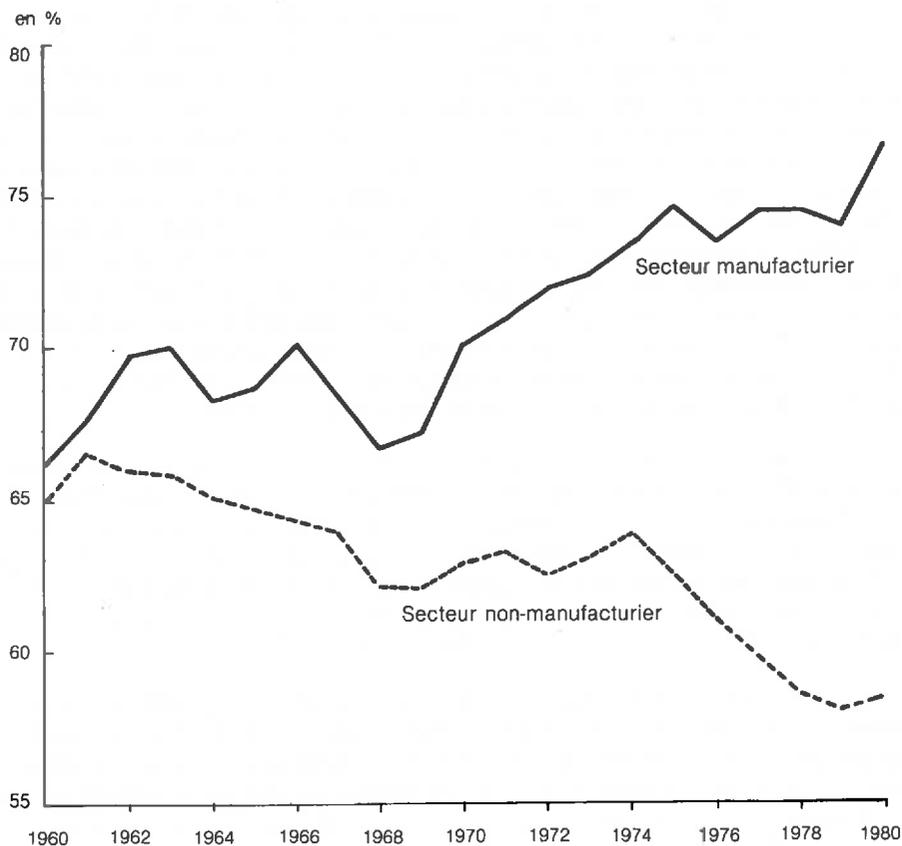
La compression des coûts salariaux du secteur non-manufacturier permet pour partie d'améliorer les taux de marge de ce secteur et pour partie d'exercer une action à la baisse du prix de la valeur ajoutée non-manufacturière. Par ailleurs se dessine une inflexion notable des comportements de prix des entreprises industrielles, notamment sur les marchés extérieurs. Contrairement à la période précédente, les exportateurs allemands n'ont pas comprimé leurs marges pour maintenir leur compétitivité dégradée par l'appréciation du mark. Les prix à l'exportation ont suivi l'évolution des prix de production sur le marché national. Il est en outre intéressant de signaler que les prix à l'importation ont suivi un mouvement parallèle, les autres pays industrialisés ne tirant pas profit de la situation pour accroître plus significativement leurs parts dans le marché intérieur.

Au total la baisse des coûts salariaux hors de l'industrie et la remontée des marges industrielles contribuent à une stabilisation très nette du prix relatif de la valeur ajoutée manufacturière (tableau V.D).

La baisse du taux de rentabilité manufacturière est largement enrayée grâce à la conjonction de deux facteurs favorables (tableau V.E): l'industrie réussit à stabiliser la part des salaires dans la valeur ajoutée (graphique V.1) et la productivité du capital ne baisse plus. A la faveur de la crise et grâce aux acquis antérieurs de la spécialisation internationale de la RFA, l'industrie peut maintenir son niveau de rentabilité, au moins jusqu'au second choc pétrolier. Mais on n'assiste pas pour autant à un redémarrage de l'investissement qui, en volume, n'a toujours pas retrouvé en 1980 son niveau de 1970.

* *
*

GRAPHIQUE V.1. — Part des salaires dans la valeur ajoutée*



* Corrigée de la salarisation croissante

Source : CEPII — Base Sachem-Ouest

Baisse des salaires réels, fractionnement salarial, affirmation du rôle price-maker de l'industrie : dans un contexte de crise, la RFA semble avoir enrayé un mouvement défavorable au secteur manufacturier, pilier de son économie. Mais ce résultat est obtenu au prix d'une érosion importante de la compétitivité des produits allemands dans un contexte mondial marqué par l'apparition de nouveaux concurrents redoutables sur les marchés traditionnels, et d'un accroissement important du rôle de l'État dans la gestion des coûts sociaux d'une croissance ralentie. C'est donc dans une situation nettement moins favorable, où ses soldes extérieurs et budgétaires sont dégradés, que la RFA va aborder le second choc pétrolier et le retournement de la politique monétaire américaine.

4. Conclusion

Durant ces vingt dernières années, la position de l'industrie au sein de l'économie a connu en Allemagne une évolution comparable à celle des États-Unis. Alors qu'elle impulsait la croissance dans la période de boom, c'est elle qui a été le plus touchée par la crise économique actuelle. Dans les deux cas, on assiste à une dégradation des conditions de valorisation, et, à travers le mouvement des prix relatifs, à un transfert de valeur au profit du secteur non-manufacturier. Il apparaît cependant que les causes diffèrent profondément entre ces deux pays: aux USA, ce sont les *conditions internes de la production*, et notamment la chute de la productivité non-manufacturière qui autorisent cette distorsion de prix relatifs. En RFA c'est la *contrainte extérieure* qui, à partir de 1970 pèse sur le secteur manufacturier et comprime ses marges. Mais pour les deux pays, ce transfert a tendance à se stabiliser au début des années soixante-dix grâce à une distorsion salariale accrue entre les deux secteurs.

Depuis 1980 et jusqu'au printemps 1982, la faiblesse du mark a pleinement profité aux exportations allemandes. Mais aucune croissance de la demande interne n'est venue relayer à temps la demande externe: la consommation publique a été freinée en vue d'assainir le déficit budgétaire, la consommation des ménages a pâti des baisses de salaires réels. Enfin l'investissement privé a connu entre 1981 et 1982 une chute de 7,8%. Le PIB a donc baissé en 1981 et en 1982.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de voir le taux de chômage dépasser 8% en 1983. L'augmentation de la population active prévue pour les dix années à venir risque d'aggraver encore la situation du marché du travail, même si le recours massif au chômage partiel permet de réaliser concrètement un certain partage du temps de travail.

Depuis 1980, tout porte à croire que le mouvement de désindustrialisation s'est poursuivi en RFA. En 1982, l'industrie, prise au sens large, a vu son activité chuter de 2,6% alors que le PIB ne baissait que de 1,1%. La part des emplois industriels est passée de 44,2% en 1980 à 42,6%. En revanche, les tensions inflationnistes ont été largement réduites. La baisse des salaires réels et la volonté de diminuer les prélèvements fiscaux des entreprises permettent d'envisager une amélioration de la part des profits dans la valeur ajoutée. Est-ce suffisant pour relancer l'investissement privé, notamment dans l'industrie? Rien ne permet de le croire pour l'instant, car la timide reprise observée fin 1982 pourrait n'être qu'un simple sursaut conjoncturel dû à des mesures d'incitation limitées dans le temps.

TABLEAU V.A. — Croissance, productivité et accumulation en RFA

(taux de croissance annuels moyens en %)

	1960-1969	1969-1973	1973-1979	1979-1980	1980-1981
Valeur ajoutée					
— Secteur manufacturier	5,8	3,9	1,8	0,5	- 1,4
— Secteur non-manufacturier	4,1	4,3	3,1	2,5	+ 0,7
Investissement					
— Secteur manufacturier	4,0	0,3	0,1	7,4	- 3,9*
— Secteur non-manufacturier	4,1	7,5	3,3	2,0	
Productivité du travail					
— Secteur manufacturier	5,5	3,9	3,5	0,1	1,1
— Secteur non-manufacturier	4,7	4,1	3,8	1,6	0,9
Stock de capital					
— Secteur manufacturier	6,8	5,8	2,1	2,2	n.d.

* Données globales

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

TABLEAU V.B. — L'emploi en RFA

	1960-1969	1969-1973	1973-1979	1979-1980	1980-1981
Secteur manufacturier					
— Taux de croissance annuel moyen en %	+ 0,3	- 0,1	- 1,6	+ 0,5	- 2,5
— Flux annuel moyen en milliers	+ 29	- 6	- 149	40	- 227
Secteur non-manufacturier					
— Taux de croissance annuel moyen en %	- 0,6	+ 0,2	- 0,7	+ 0,9	- 0,2
— Flux annuel moyen en milliers	- 82	+ 22	- 87	116	- 28
Administrations					
— Taux de croissance annuel moyen en %	+ 2,3	+ 3,7	+ 2,2	+ 1,8	+ 1,6
— Flux annuel moyen en milliers	+ 72	+ 139	+ 92	83	+ 74
Total					
— Taux de croissance annuel moyen en %	+ 0,1	+ 0,6	- 0,5	+ 0,9	- 0,7
— Flux annuel moyen en milliers	+ 18	+ 155	- 144	239	- 181

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

TABLEAU V.C. — L'inflation en RFA

(taux de croissance annuels moyens en %)

	1960-1969	1969-1973	1973-1979	1979-1980	1980-1981
Prix de la valeur ajoutée					
— Secteur manufacturier	1,4	5,7	4,2	2,8	2,4
— Secteur non-manufacturier	2,5	7,8	4,5	5,0	6,1
Prix de la consommation	2,7	5,6	4,6	5,3	5,7
Prix à l'exportation					
— Secteur manufacturier	1,3	1,8	5,0	6,1	n.d.
Prix à l'importation					
— Secteur manufacturier	0,1	-0,1	5,0	8,2	n.d.
Prix à l'exportation					
— Total	1,4	4,2	5,1	6,5	6,0
Prix à l'importation					
— Total	0,6	2,9	6,3	12,8	10,0
Salaire par tête					
— Secteur manufacturier	7,9	12,1	8,4	7,0	5,7
— Secteur non-manufacturier	7,7	12,7	7,0	7,2	4,9
Taux de chômage*	0,8	1,0	3,1	3,0	4,2

* Niveau moyen

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

TABLEAU V.D. — Décomposition des termes de l'échange interne en RFA

(taux de croissance annuels moyens en %)

		1960-1969	1969-1973	1973-1979	1979-1980	1980-1981
Salaire relatif	W1-W2	+ 0,2	- 0,6	+ 1,3	- 0,1	+ 0,8
— Productivité relative	-(PRÔD1-PRÔD2)	-0,7	+0,2	+0,4	+1,5	-0,2
+ Marge relative	MĜ1-MĜ2	-0,6	-1,4	-2,0	-3,4	-4,3
Prix relatif de la valeur ajoutée manufacturière	PŸ1-PŸ2	-1,1	-1,8	-0,3	-2,1	-3,7

Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

Voir le détail des calculs dans l'annexe 3

TABLEAU V.E. — Décomposition du partage de la valeur ajoutée et du taux de profit dans le secteur manufacturier en RFA

(taux de croissance annuels moyens en %)

		1960-1969	1969-1973	1973-1979	1979-1980	1980-1981
Salaire réel	W1-PC	+ 5,1	+ 6,2	+ 3,7	+ 1,6	0,0
— Productivité du travail	-PR0D1	- 5,5	- 3,9	- 3,5	- 0,1	- 1,1
+ Prix relatif de la consommation	+(PC-PY1)	+ 1,3	- 0,1	+ 0,4	+ 2,5	+ 3,3
— Terme correctif	-(VA1CF-(PY1.Y1))	- 0,7	- 0,2	- 0,2	- 0,5	n.d.
Part des salaires dans la valeur ajoutée	PS1	+ 0,2	+ 1,9	+ 0,4	+ 3,5	n.d.
Part des profits dans la valeur ajoutée	PR01-VA1CF	- 0,3	- 4,3	- 1,0	- 10,0	n.d.
+ Productivité du capital	+(Y1-K1)	- 0,9	- 1,8	- 0,3	- 1,7	—
— Prix relatif de l'investissement	+(PY1-P1)	- 1,6	+ 1,0	- 0,9	- 2,5	—
+ Terme correctif	+(VA1CF-(PY1.Y1))	+ 0,7	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,5	—
Taux de profit	TPR01	- 2,1	- 4,9	- 1,9	- 13,4	n.d.

Voir le détail des calculs dans l'annexe 3
Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

TABLEAU V.F. — Décomposition du partage de la valeur ajoutée dans le secteur non-manufacturier

(taux de croissance annuels moyens en %)

		1960-1969	1969-1973	1973-1979	1979-1980	1980-1981
Salaire réel	W2-PC	+ 4,9	+ 6,8	+ 2,3	+ 1,7	- 0,8
— Productivité du travail	-PR0D2	- 4,7	- 4,1	- 3,8	- 1,6	- 0,9
+ Prix relatif de la consommation	+(PC-PY2)	+ 0,1	- 1,9	+ 0,1	+ 0,4	- 0,4
— Terme correctif	-(VA2CF-(PY2.Y2))	- 0,7	- 0,3	- 0,1	+ 0,1	n.d.
Part des salaires dans la valeur ajoutée	PS2	- 0,5	+ 0,4	- 1,4	+ 0,6	n.d.

Voir le détail des calculs dans l'annexe 3
Source: CEPII — Base Sachem-Ouest

II — Les enseignements d'un modèle de simulation

Le modèle construit pour la RFA et dont les principales relations ont été présentées dans le chapitre 1 a permis de réaliser un ensemble de simulations présentées dans le tableau V.G. Ce jeu de variantes, communes aux cinq pays permet de mettre en évidence les caractéristiques macroéconomiques de la RFA. La spécificité des réactions de ce pays vis-à-vis des mouvements de parité est apparue suffisamment forte pour qu'un développement assez long leur soit consacré. Sont également analysés l'impact des mouvements de productivité manufacturière, de créations d'emplois non-manufacturiers et d'une baisse exogène du rythme de croissance des salaires. Enfin sur la base de ces résultats il est possible de fournir quelques indications sur les conditions macroéconomiques nécessaires à la réussite d'une stratégie de réindustrialisation.

1. Présentation de quelques variantes

L'impact des mouvements du taux de change

Dans un premier temps nous allons exposer quels mécanismes sont principalement sollicités lorsque l'on simule un mouvement de la parité du mark. Ceci permettra notamment de montrer que si une dévaluation ranime temporairement la croissance, le prix à payer semble prohibitif en termes d'inflation, de solde extérieur, et surtout de baisse de la rentabilité industrielle. A contrario la réévaluation apparaît largement bénéfique. L'appréciation du mark a sans doute joué durant les années soixante-dix un rôle favorable sur la capacité de l'industrie à gérer la transformation rapide des conditions de production, et cela même si l'on tient compte d'un comportement de «price maker» des exportateurs allemands plus affirmé dans la période récente.

A moyen terme, cependant, les simulations de réévaluation révèlent la montée de nouvelles contraintes qui, si rien d'autre n'intervient, peuvent contribuer à remettre en cause la stabilité de certains comportements.

● *Présentation d'une variante de dévaluation*

On a simulé avec le modèle de la RFA une dépréciation tendancielle du mark de 5 % par an. Les résultats sont présentés dans le tableau V.G (1^{re} variante).

TABLEAU V.G. — Variantes réalisées avec le modèle RFA

(écarts au compte de référence en %)

Variantes	Période	Taux de croissance moyen sur cinq ans										Niveau moyen sur cinq ans																
		Valeur ajoutée (en volume)		Consommation (en volume)	Investissement (en volume)		Commerce extérieur (en volume)		Productivité du travail		Salaires réels		Prix consommation	Prix de valeur ajoutée		Salde extérieur/PIB		Taux de chômage	Taux d'util. cap. prod.	Part des salaires dans la valeur ajoutée		Taux de profit						
		Sec- teur ^{**} 1	Sec- teur ^{**} 2		Sec- teur 1	Sec- teur 2	Exp.	Imp.	Sec- teur 1	Sec- teur 2	Sec- teur 1	Sec- teur 2		Sec- teur 1	Sec- teur 2	Vo- lume	Va- leur		Sec- teur 1	Sec- teur 2	Sec- teur 1	Sec- teur 2	Sec- teur 1	Sec- teur 2				
Dépréciation tendancielle du taux de change de 5% par an	0-5	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,7	+ 1,0	+ 0,8	- 0,8	+ 0,2	+ 0,1	- 0,0	+ 0,1	+ 2,4	+ 1,9	+ 1,9	+ 0,7	- 0,7	- 0,2	+ 1,5	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	- 0,2	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,5	
	5-10	+ 1,1	+ 0,8	+ 1,0	- 4,0	+ 2,1	+ 0,9	- 0,3	- 0,0	- 0,0	+ 0,1	+ 0,9	+ 3,8	+ 2,6	+ 4,3	+ 1,8	- 1,2	- 1,7	+ 6,9	+ 4,0	+ 2,0	+ 2,0	- 1,7	+ 2,0	+ 2,0	+ 4,0	+ 2,0	
Hausse du rythme de croissance de la productivité manufacturière de 1 % par an	0-5	+ 0,1	+ 0,0	- 0,1	+ 0,8	- 0,0	+ 0,0	- 0,1	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2	- 0,1	- 0,3	+ 0,0	+ 0,1	+ 0,0	+ 0,4	- 0,0	- 0,7	+ 0,0	+ 0,0	+ 0,4	- 0,7	+ 0,0	- 0,7	+ 0,0	
	5-10	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,0	+ 0,1	+ 1,0	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,1	- 0,1	- 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	- 0,4	- 0,4	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,9	- 0,4	- 0,7	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,4
Hausse du rythme de création d'emplois non manufacturiers de 1 % par an	0-5	+ 0,0	+ 0,3	+ 0,7	- 2,2	+ 0,7	- 0,1	+ 0,8	- 0,0	- 1,0	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,1	+ 0,4	+ 2,0	- 0,6	- 0,2	- 0,7	+ 0,4	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,8	- 0,7	+ 0,8	+ 1,9	+ 1,5	+ 0,8	- 0,8
	5-10	- 0,6	+ 0,0	+ 0,8	- 10,0	+ 0,1	- 0,5	+ 1,1	- 0,2	- 0,2	+ 0,1	+ 0,9	2,4	+ 0,9	+ 4,0	- 2,0	- 0,2	- 1,7	+ 2,3	- 6,9	+ 1,9	+ 2,3	- 1,7	+ 2,3	+ 1,9	- 6,9	+ 1,9	- 3,6
Hausse de la part des dépenses publiques dans le PIB de 1 %	0-5	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,3	- 0,0	+ 0,9	- 0,0	+ 0,7	+ 0,0	+ 0,0	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,4	- 0,7	- 0,7	- 0,4	+ 0,7	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	- 0,4	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	- 0,0	- 0,0
	5-10	- 0,1	- 0,0	+ 0,1	- 1,5	+ 0,0	- 0,1	+ 0,2	+ 0,0	- 0,0	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,6	- 1,0	- 0,7	- 0,4	+ 0,6	+ 1,2	+ 0,3	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 1,2	+ 0,3	- 0,5	- 0,5
Hausse du rythme de croissance de la demande internationale de 1% par an	0-5	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,0	+ 1,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,2	- 0,4	+ 1,2	+ 0,0	+ 0,1	+ 0,2	- 0,4	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2
	5-10	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,8	- 1,8	+ 1,6	+ 0,8	+ 1,5	+ 0,0	- 0,0	+ 0,2	+ 0,9	+ 0,9	+ 0,4	+ 1,5	- 0,2	+ 0,3	- 1,3	+ 2,8	+ 1,7	+ 0,7	+ 1,7	- 1,3	+ 2,8	+ 1,7	+ 0,7	+ 0,7	- 0,6
Baisse du taux de croissance des salaires manufacturiers de 1 % par an	0-5	+ 0,0	- 0,2	- 0,7	- 2,8	- 0,6	+ 0,2	- 0,8	+ 0,0	+ 0,0	- 0,9	- 1,0	- 1,1	- 0,8	- 1,6	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 2,8	+ 1,7	+ 0,7	+ 0,2	- 0,3	- 2,3	- 0,6	+ 1,1	+ 1,1
	5-10	+ 0,5	+ 0,1	- 0,5	+ 5,1	+ 0,2	+ 0,4	- 0,8	+ 0,2	+ 0,0	- 0,8	- 0,8	- 1,4	- 1,0	- 2,1	+ 1,8	+ 0,4	+ 0,0	- 2,5	+ 6,9	+ 1,1	+ 0,7	+ 0,2	- 0,3	- 6,9	- 1,1	+ 3,1	+ 3,1

annexe 1, pour le mode de calcul des écarts et la réalisation des variantes

* secteur 1 : secteur manufacturier

**secteur 2 : secteur non manufacturier

A court terme, l'industrie n'est pas très touchée par la hausse du prix des consommations intermédiaires importées, car elle la répercute dans une large proportion sur ses prix de production interne. De plus, profitant de l'amélioration de sa position compétitive, elle relève sensiblement ses marges à l'exportation. Les ménages réagissent également assez rapidement à la hausse des prix à la consommation, les salaires étant négociés annuellement : la baisse des salaires réels est donc faible. C'est en fait le secteur non manufacturier qui, assez paradoxalement, va dans un premier temps porter le poids principal de la dégradation des termes de l'échange, car l'ajustement de ses prix sur les coûts salariaux en forte augmentation n'est que partiel. Durant les premières années, le partage des revenus est moins défavorable aux profits dans l'industrie que dans le reste de l'économie.

Simultanément, les gains de compétitivité permettent une lente amélioration du volume des exportations tandis que les importations sont freinées. Le poids du commerce extérieur dans la production est suffisamment important pour qu'à terme il impulse une croissance de l'activité économique plus soutenue. Celle-ci est renforcée par les gains transitoires de productivité manufacturière obtenus et partiellement redistribués aux salariés. Sous l'effet de l'accroissement du revenu réel des ménages, la consommation se redresse et l'investissement finit par suivre. Ce mouvement de croissance est limité (+0,8 % par an en moyenne sur les 5 premières années), mais il suffit à tendre la situation du marché de l'emploi. Il favorise des revendications salariales plus fortes et en particulier un mouvement de rattrapage des salaires non manufacturiers qui exerce une pression à la hausse sur les coûts salariaux puis sur les prix de ce secteur. Les pressions inflationnistes qui en résultent, cette fois d'origine interne, viennent alors défavoriser essentiellement le secteur manufacturier. D'une part parce qu'elles réduisent les marges à l'exportation, d'autre part parce que les transferts de valeur sous-jacents aux distorsions de prix relatifs réduisent la part des profits dans la valeur ajoutée et plus encore la rentabilité de l'industrie. Il en résulte une chute sensible de l'investissement manufacturier qui, jointe à la réduction des gains en volume sur le commerce extérieur, vient diminuer les effets déjà faibles de la dévaluation sur la croissance, que seule la consommation des ménages maintient positive. De même coup l'industrie n'est plus à même de maintenir son effort de rationalisation de la production et à terme la productivité chute, aggravant les difficultés de ce secteur.

Au total la RFA se distingue des États-Unis et du Japon par le caractère très nettement *nominal* de l'impact de la dépréciation du change. Les effets réels, liés aux gains de compétitivité ex-ante, sont relativement modérés pour une économie dont les échanges sont peu sensibles aux prix. Par contre la déformation du système de prix relatifs est nette-

ment défavorable aux profits industriels. A court terme l'allègement des pressions concurrentielles exerce un impact beaucoup moins important sur les marges industrielles que dans le cas des États-Unis. A moyen terme la dégradation des termes de l'échange externe contribue à l'accroissement des coûts salariaux et la distorsion salariale pousse à la baisse le prix relatif de la valeur ajoutée manufacturière.

● *Le secteur manufacturier face à la réévaluation du mark*

Globalement donc, les effets positifs d'une dépréciation régulière sur la croissance et l'emploi sont largement réduits par les conséquences majeures qu'elle provoque à moyen terme sur la situation de l'industrie qui constitue, en Allemagne plus encore que dans les autres pays, l'élément moteur de l'économie dans son ensemble. De plus les effets volumes étant largement dominés par les effets de termes de l'échange, la dévaluation semble dégrader plus encore le solde des biens et services en valeur. On comprend donc comment la RFA durant les années soixante-dix a pu tirer parti du déclin de la monnaie américaine et donc de l'appréciation du mark pour modérer les tensions internes qui, on l'a vu plus haut, se cristallisaient sur le secteur industriel. En effet, il suffit de lire la variante de dévaluation «à l'envers» pour mettre en évidence les effets positifs d'une réévaluation du mark²:

— en aggravant le chômage la baisse limitée de la croissance accentue les distorsions salariales, modère les pressions inflationnistes et autorise un transfert de ressources vers l'industrie;

— en accélérant par l'investissement les gains de productivité manufacturière elle crée les conditions de base d'une croissance non inflationniste;

— enfin, en induisant une amélioration de l'excédent extérieur grâce aux gains de termes de l'échange elle favorise la poursuite du processus de réévaluation.

On retrouve là les conclusions d'études antérieures sur les effets vertueux d'une réévaluation en RFA³. A ce propos, il convient de signaler que ces résultats ont été obtenus sans supposer un comportement de type price-maker pour les exportateurs allemands: l'équation retenue fait apparaître un effet de la concurrence étrangère dans la formation des marges qui est loin d'être négligeable. Cette équation correspond d'ailleurs aux analyses publiées sur le comportement des industriels d'outre-Rhin⁴. De

2. Le modèle est linéaire et symétrique sur une large plage de variation autour du compte central, (annexe 1).

3. M. Aglietta, A. Orlean, G. Oudiz: «Des adaptations différenciées aux contraintes internationales: les enseignements d'un modèle», *Revue Économique*, vol. 32, n° 4, juillet 1981.

4. Pierre Jonchères: «Des structures spécifiques de la vie monétaire, économique et sociale de l'Allemagne fédérale». *Analyse financière*, 3^e trimestre 1982, reproduit dans *Problèmes économiques*, n° 1803.

1969 à 1973 notamment, face à une réévaluation très importante du mark, les exportateurs allemands ont préféré défendre leurs parts de marché en comprimant leurs marges. La remarquable évolution parallèle des prix du commerce extérieur et des prix internes durant les années 1973-1979, soulignée plus haut suggère que progressivement c'est plutôt un comportement de price-maker qui a prévalu. Il semble en fait que la compression des marges à l'exportation n'ait pu se prolonger car elle remettait en cause à court terme le seuil de rentabilité d'entreprises déjà mises à mal par le choc pétrolier de 1974. Ce mouvement n'est d'ailleurs pas limité à la RFA puisque le prix des importations manufacturières a connu la même évolution.

Il est intéressant d'évaluer dans quelle mesure les principaux enseignements de la variante présentée plus haut sont remis en cause si on modifie les comportements de prix du commerce extérieur allemand. On suppose par conséquent que dans la réévaluation les prix à l'exportation et à l'importation des produits manufacturés suivent l'évolution des prix de production sur le marché intérieur. Le tableau 5 nous fournit une rapide comparaison des résultats de cette variante et de la variante de base.

TABLEAU V.5. — Réévaluation tendancielle du mark de 5 % par an, selon le comportement de prix à l'exportation et à l'importation

(en %)

	Secteurs	Variante de base		Variante « Industrie Price-maker »	
		0-5 ans	5-10 ans	0-5 ans	5-10 ans
Taux de croissance annuels moyens :					
— Valeur ajoutée en volume . . .	1*	-0,8	-1,1	-0,6	-1,1
	2**	-0,4	-0,8	-0,3	-0,9
— Investissement en volume . . .	1	-0,7	+3,8	+0,0	+1,9
— Prix de valeur ajoutée	1	-1,9	-2,6	-0,4	-1,5
	2	-1,9	-4,4	-0,7	-2,8
— Prix de la consommation . . .	—	-2,4	-3,9	-0,9	-2,4
Niveaux moyens :					
— Taux de profit	1	+0,2	+1,8	+0,4	+1,2
— Solde extérieur rapporté au PIB	—	+0,7	+1,2	+0,5	+0,7

* Secteur 1 : secteur manufacturier

** Secteur 2 : secteur non manufacturier

Globalement les effets positifs de la réévaluation restent largement dominants. En moyenne sur les cinq premières années, les résultats sont même plus favorables à l'industrie manufacturière, que ce soit en termes de croissance des prix relatifs, du taux de profit ou de l'investissement (cette tendance s'inverse par la suite).

Malgré le caractère moins déflationniste et la moindre amélioration du solde commercial en valeur, on peut donc considérer que l'affirmation du comportement de price-maker de la RFA dans le commerce international durant la seconde moitié des années soixante-dix n'a pas fondamentalement altéré les effets positifs d'une réévaluation sur l'industrie allemande.

● *Réévaluation et contraintes de moyen terme*

Si le mouvement d'appréciation du mark permet un desserrement des contraintes qui pèsent sur le secteur industriel, il crée des problèmes nouveaux à plus ou moins brève échéance : au vu de la variante de base, ils se concentrent dans trois domaines : l'emploi, l'investissement et la spécialisation internationale.

a) La montée du chômage est lente d'abord mais s'accélère par la suite, le taux de chômage passant de +0,7 % au-dessus du niveau de référence à la 5^e période à +2,3 % à la 10^e. Cette évolution à terme comporte un risque social évident. En fait tout dépend fondamentalement de la conjoncture. Au début des années soixante-dix, la situation du marché du travail autorisait une certaine flexibilité d'autant plus que la rapide augmentation des dépenses publiques et le rôle actif de l'État dans les créations d'emplois venaient largement compenser l'effet négatif de l'appréciation du mark.

Il semble bien que le problème se pose dans des termes différents actuellement : l'évolution de la population active sera moins favorable au moins pour la période 1980-1985, et les niveaux atteints par l'endettement public interdisent un nouveau recours à une politique keynésienne active⁵.

b) La réévaluation du mark permet à terme une amélioration de la rentabilité manufacturière qui autorise par là même un effort d'investissement accru dans l'industrie. Mais en l'absence d'une demande soutenue, les capacités de production inemployées augmentent : +3,6 % la 5^e période, et +9,3 % la 10^e. Cette évolution divergente des capacités de production et de la production elle-même ne peut se poursuivre durablement. On est en droit d'imaginer qu'une inflexion du comportement des investisseurs interviendra au bout d'un certain laps de temps. Une façon d'endo-

5. *Prévisions OCDE : Le défi du chômage*. Rapport aux ministres du Travail, OCDE, Paris 1982, p. 32.

d'endogénéiser cette inflexion est de supposer que le taux d'utilisation des capacités de production intervient directement dans le terme de demande de la fonction d'investissement du modèle⁶. Le tableau 6 présente une comparaison des variantes de réévaluation avec et sans cet effet. Si l'investissement manufacturier croît nettement moins vite durant les cinq premières années, l'impact de moyen terme est assez comparable, parce que la détérioration de la demande induite pèse sur l'emploi et les salaires, et améliore les profits de l'industrie qui peut donc investir davantage.

TABLEAU V.6. — Variante de réévaluation tendancielle du mark de 5 % par an avec ou sans effet du taux d'utilisation des capacités de production sur l'investissement manufacturier

	Secteurs	Variante de base		Variante avec effet du taux d'utilisation des capacités de production	
		0-5 ans	5-10 ans	0-5 ans	5-10 ans
Taux de croissance annuels moyens					
— Valeur ajoutée en volume . . .	1*	-0,8	-1,1	-1,0	-1,3
— Investissement en volume . . .	1	-0,7	+3,8	-4,0	+3,0
— Prix de valeur ajoutée	1	-1,9	-2,6	-1,9	-2,6
	2**	-1,9	-4,4	-1,9	-4,9
Niveaux moyens :					
Taux d'utilisation des capacités de production	1	-1,5	-6,7	-1,5	-4,6
Taux de profit	1	+0,2	+1,8	+0,2	+2,5

* Secteur 1 : secteur manufacturier
 ** Secteur 2 : secteur non manufacturier

Mais en dépassant le cadre de raisonnement du modèle, on peut considérer que la baisse du taux d'utilisation des capacités de production observée dans les variantes est le reflet d'une caractéristique importante de la régulation allemande, que la simplicité de la fonction de production utilisée, combinant dans des proportions fixes capital et travail, et l'hypothèse de constance du taux de dépréciation des équipements ne permettent pas de prendre en compte. En effet, l'investissement nouveau, et les évolutions constatées durant les années soixante-dix le confirment, est

6. Une justification théorique de cette introduction est proposée dans « Mini-DMS, modèle macroéconomique de simulation », *Archives et documents* n° 35, INSEE.

consacré principalement à rationaliser les capacités de production existantes, en déclassant les équipements anciens et en leur substituant de nouveaux plus performants. On retrouve d'ailleurs la trace de cette caractéristique dans la bonne corrélation empirique entre taux d'accumulation du capital et gains de productivité dans l'industrie, processus de moyen terme qui est pris en compte dans le modèle.

c) Enfin il faut souligner que le modèle ne formalise pas l'influence de la réévaluation du mark à deux niveaux essentiels pour l'économie allemande. L'appréciation réelle du mark tend à terme à surévaluer les coûts salariaux internes et à susciter ainsi un mouvement de sortie de capitaux correspondant à des placements financiers externes et, dans une moindre mesure à une délocalisation de l'investissement productif. En outre le ralentissement de la croissance industrielle et l'érosion lente des parts de marché à l'exportation risquent de conduire progressivement à une détérioration de la spécialisation de l'industrie allemande. Ceci vient remettre en cause les faibles élasticités prix du commerce extérieur, clef de voûte du cercle vertueux de la réévaluation.

Productivité manufacturière, croissance et inflation

On a vu qu'aux États-Unis et au Japon, l'amélioration du rythme de croissance de la productivité manufacturière n'a pas d'impact positif sur la croissance de l'économie. La justification macréconomique de ce résultat est simple : les suppressions d'emplois induites dans l'industrie dépriment fortement la demande interne avant que ne se fasse sentir l'effet des gains de compétitivité sur la demande externe. La RFA se distingue a priori sensiblement de ces deux pays dans la mesure où une fraction non négligeable des gains de productivité est redistribuée à l'ensemble des salariés. En contrepartie l'impact désinflationniste devrait être également plus faible. Les résultats présentés dans le tableau V.G (2^e variante) confirment en partie ces intuitions.

A très court terme les gains de productivité sont assez rapidement répercutés sur les prix industriels, entraînant l'ensemble des prix intérieurs dans un mouvement déflationniste. Mais d'emblée plusieurs éléments viennent freiner cette évolution. Tout d'abord le degré d'ouverture extérieure de la RFA est élevé et la désinflation ne touche pas les prix à l'importation. Ensuite les salariés de l'industrie revendiquent la transformation d'une partie de ces gains en augmentations de salaires, ce qui freine d'autant la baisse des coûts industriels. Enfin, le secteur manufacturier jouant un rôle leader en matière salariale, ces augmentations se diffusent à l'ensemble de l'économie. Malgré le ralentissement de la création d'emplois et la montée induite du chômage qui suscitent des disparités croissantes entre les rémunérations des deux secteurs, des hausses de salaires et donc de prix dans le secteur non-manufacturier se produisent.

Au total, la baisse des prix est faible, et s'avère plus accentuée dans l'industrie que dans le reste de l'économie (le différentiel d'inflation est de 0,3 % par an).

La croissance se maintient également. La baisse du revenu des ménages est modérée et affecte peu la consommation privée. De plus le taux de profit manufacturier, malgré l'influence défavorable des prix relatifs se redresse grâce notamment à l'accroissement des exportations que permet l'amélioration de la productivité. L'investissement de ce secteur s'en trouve donc stimulé. En tout état de cause, ceci ne suffit pas à créer un quelconque mouvement de réindustrialisation, mais à long terme, la hausse du taux d'accumulation (+0,3 % supérieur au niveau de référence en moyenne sur les périodes 6 à 10) est le gage de gains de productivité ultérieurs⁷.

Si donc la RFA semble maîtriser davantage les effets déflationnistes de l'amélioration de l'efficacité de son industrie, il n'en demeure pas moins que la redistribution du revenu à l'avantage des profits et, plus encore, la séparation croissante entre les salariés bénéficiant de hausses de revenus et ceux qui sont privés d'emploi, renforcent, comme aux États-Unis, les tendances dualistes déjà fortement à l'œuvre au sein de l'économie.

Le poids des créations d'emplois dans le secteur non-manufacturier

Le tableau V.G (3^e variante) présente les résultats d'une simulation où l'emploi non-manufacturier croît ex-ante à un rythme supérieur de 1 % à la référence.

Comme aux États-Unis et au Japon, l'expansion des effectifs du secteur non-manufacturier se paye d'une façon quasi-automatique par une augmentation des coûts et donc des prix de ce secteur qui s'étend à l'ensemble de l'économie. Mais dans ces deux pays, les tensions inflationnistes sont principalement alimentées par la croissance induite et la baisse du chômage qui fait monter les salaires. En RFA, ce mouvement reste modéré car l'impact global sur la croissance devient rapidement négatif. La montée de l'inflation dans une économie très ouverte trouve rapidement sa sanction sur le plan extérieur. Et cela d'autant plus que les importations sont dopées par la hausse des revenus réels des ménages. En outre, la dégradation de la rentabilité industrielle, qu'aggrave la déformation des prix relatifs fait très rapidement chuter l'investissement. Au total, les pressions sur l'industrie qu'exercent des créations d'emplois dans le secteur

7. Il est intéressant de lire cette variante à contrario. Durant les années soixante-dix on a assisté à un léger fléchissement du rythme de croissance de la productivité manufacturière dont on peut considérer que l'impact sur l'inflation interne et la croissance a été faible, mais qu'il n'est sans doute pas étranger au ralentissement de l'accumulation effectivement constaté.

secteur non-manufacturier sont comparables à court-moyen terme à ce qu'on observe dans les deux autres pays. En revanche, la contrepartie en termes d'amélioration de la situation de l'emploi reste beaucoup plus limitée.

L'impact désinflationniste d'une baisse des salaires

Dans le tableau V.G (6^e variante) sont présentés les résultats d'une variante où le rythme de croissance des salaires baisse de 1 % *ex-ante* sur toute la période de simulation.

Cette variante met en œuvre d'importants transferts qui sont favorables à l'industrie, grâce à un mouvement déflationniste dans lequel :

— les salaires baissent plus que les prix et le partage de la valeur ajoutée tourne à l'avantage des profits ;

— les prix industriels baissent moins vite que ceux du reste de l'économie, notamment parce que le relâchement de la concurrence internationale permet aux industriels de reconstituer leurs marges à l'exportation.

Les profits manufacturiers s'améliorent donc et l'investissement progresse. Joint à l'amélioration du commerce extérieur, cet effet permet d'accélérer la croissance industrielle, en volume, dès la 3^e période, malgré la baisse de la demande des ménages. La croissance de l'économie ne devient supérieure à la référence que plus tard, mais l'impact sur le chômage est faible et va en diminuant. En effet les gains de productivité obtenus dans l'industrie grâce à une forte accumulation de capital conduisent à une croissance peu créatrice d'emplois.

A contrario, on peut ainsi éclairer l'impact macroéconomique de l'explosion salariale observée durant les années 1969-1973 en RFA. On a vu que les salaires avaient cru durant cette période à un rythme nettement supérieur (4 à 5 %) à celui des années antérieures, sans que les déterminants classiques de l'équation de salaire puissent l'expliquer : le chômage est faible, mais moins qu'au milieu des années soixante et les gains de productivité ne sont pas exceptionnels. Les grèves sauvages qui ont atteint l'industrie dès 1970 semblent bien traduire une rupture dans la régulation salariale qui prévalait.

Le tableau V.7 présente à titre d'illustration une variante dans laquelle on augmente *ex-ante* de 2,5 % par an les salaires (ce qui correspond à un peu plus de 5 % *ex-post*) pendant une période limitée à 5 ans. Les effets sont bien évidemment inverses de ceux de la variante précédente : hausse passagère du PIB due à la consommation, inflation et dégradation du commerce extérieur, compression des marges dans l'in-

dustrie et baisse de la rentabilité, de l'investissement et à plus long terme de la productivité de ce secteur. Mais on peut remarquer que la montée du chômage qui intervient dès la cinquième période ne parvient que très lentement à rétablir les conditions de partage du revenu antérieures au choc : l'explosion salariale, pourtant limitée dans le temps, laisse une trace durable sur les profits industriels. La RFA a donc beaucoup plus mal supporté cette inflation salariale interne de la période 1969-1973 que le choc pétrolier qui a suivi. Au contraire, elle a tiré profit de cette hausse des prix d'origine externe pour enrayer les tensions inflationnistes internes, même si cela n'a pas suffi à stopper la dégradation tendancielle de la position de son industrie. Au total la RFA, plus que les autres pays, semble particulièrement bien placée pour tirer le profit maximum d'une stratégie isolée de freinage des salaires réels.

TABLEAU V.7. — L'impact d'une accélération temporaire des salaires nominaux*

(en %)

	Secteurs	0-5 ans	5-10 ans
<i>Taux de croissance annuels moyens :</i>			
— Valeur ajoutée en volume	manufacturier	- 0,1	- 1,2
	non-manufacturier	+ 0,6	- 0,7
— Investissement	manufacturier	- 8,6	- 13,4
— Salaire réel	manufacturier	+ 2,2	- 0,3
	non-manufacturier	+ 2,3	- 0,5
— Prix à la consommation	—	+ 2,7	+ 0,9
<i>Niveaux moyens :</i>			
— Part des salaires dans la valeur ajoutée	manufacturier	+ 5,9	+ 12,1
	non-manufacturier	+ 1,6	+ 1,1
— Taux de profit	manufacturier	- 2,7	- 5,4
— Taux de chômage	—	- 0,4	+ 0,3

* Le taux de croissance annuel des salaires nominaux est accru ex-ante de 2,5 % pendant cinq ans.

2. Quelles stratégies de réindustrialisation pour la RFA ?

L'appréciation que portent de nombreux économistes allemands sur la crise que traverse actuellement la RFA met en avant la nécessité d'une transformation structurelle profonde de l'appareil productif en général et du tissu industriel en particulier. L'accent est souvent mis sur la nécessité

de favoriser l'investissement productif, en infléchissant les dépenses de l'État dans le domaine de la gestion de la force de travail notamment, et en réduisant le rôle de la catégorie de services qui n'est pas directement liée à l'activité industrielle⁸. Il s'agit donc bien d'organiser à moyen terme un transfert de ressources vers l'industrie pour lui donner les moyens de faire face à la concurrence sur les produits d'avenir qui se développe avec le Japon et les États-Unis.

Il est certainement illusoire de prétendre épuiser le problème des choix structurels qui se présentent à l'économie allemande par le seul recours à un modèle macroéconomique. Les simulations réalisées permettent cependant de relativiser les différentes inflexions possibles dans la régulation macroéconomique et d'évaluer l'impact qui pourrait en résulter sur le taux de profit manufacturier, qui joue un rôle central dans la dynamique d'accumulation en RFA, comme l'a montré le jeu de simulations présentées plus haut.

Le tableau V.8 compare quatre variantes normées de telle façon qu'elles permettent toutes de relever le taux de profit de 1 % au-dessus de son niveau de référence à l'horizon de 5-10 ans.

Il s'agit :

- d'une réévaluation de 2,84 % par an du mark ;
- d'une baisse des salaires de 0,33 % par an ;
- d'une inflexion dans le rythme de créations d'emplois non manufacturiers de 0,28 % par an ;
- d'une réduction des dépenses publiques de 1,76 % du PIB maintenue pendant toute la période de simulation.

Cette comparaison a bien évidemment un caractère formel dans la mesure où il ne s'agit pas de comparer des outils de politique économique stricto sensu. Néanmoins, elle jette un éclairage partiel sur les choix stratégiques en cours. Elle permet notamment de mettre en évidence quelles sont les politiques les plus efficaces en matière de profits industriels (partie droite du tableau) sans pour autant compromettre les grands équilibres macroéconomiques (partie gauche du tableau).

8. Notamment : « IFO Strukturberichterstattung, Analyse der strukturellen Entwicklung der deutschen Wirtschaft », Munich, décembre 1980.

TABEAU V.8. — Stratégies de « réindustrialisation » en RFA (amélioration du taux de profit de 1 % en moyenne sur la période 5-10 ans)

(écarts au compte de référence en %)

	Périodes	L'équilibre macroéconomique				L'industrie manufacturière			
		Taux de croissance moyen		Niveau moyen		Taux de croissance moyen			Niveau moyen
		PIB	Prix à la consommation	Taux de chômage	Solde extérieur en valeur rapporté au PIB	Valeur ajoutée en volume	Investissement en volume	Productivité du travail	Taux de profit
Appréciation tendancielle du taux de change de 2,84 % par an	0-5	-0,3	-1,4	+0,2	+0,4	-0,5	-0,4	-0,1	+0,1
	5-10	-0,5	-2,2	+1,0	+0,8	-0,6	+2,2	+0,0	+1,0
Baisse du taux de croissance des salaires manufacturiers de 0,33 % par an	0-5	-0,1	-0,3	+0,1	+0,1	+0,0	+0,9	+0,0	+0,4
	5-10	+0,1	-0,5	+0,0	+0,1	+0,2	+1,7	+0,1	+1,0
Baisse du rythme de créations d'emplois non-manufacturiers de 0,28 % par an	0-5	-0,0	-0,3	+0,2	+0,0	-0,0	+0,6	+0,0	+0,2
	5-10	+0,1	-0,7	+0,5	+0,1	+0,2	+2,8	+0,3	+1,0
Baisse de la part des dépenses publiques dans le PIB de 1,76 %	0-5	-0,5	-0,4	+0,7	+1,2	-0,4	+0,0	-0,0	+0,0
	5-10	+0,1	-0,6	+0,7	+1,3	+0,2	+2,6	-0,0	+1,0

On constate, dans tous les cas, que le coût à payer se mesure en termes de croissance et de chômage, mais que les tendances à la désinflation et à l'amélioration du solde extérieur s'en trouvent renforcées. Cependant des différences importantes sont clairement mises à jour. On constate en particulier :

— qu'une politique de réduction des dépenses budgétaires non sélective aurait des conséquences très graves sur le taux de chômage : seule l'existence d'un déficit extérieur préalable qu'il faudrait rapidement résorber pourrait justifier ce type de politique dont l'avantage principal est la rapidité de mise en œuvre ;

— que l'appréciation du mark a un effet aussi récessif mais plus décalé dans le temps, ce qui rend l'augmentation du chômage moins probléma-

tique socialement à court terme. Elle a en tout cas l'avantage de permettre une réduction très importante des tensions inflationnistes ;

— que le freinage des hausses de salaires n'a en revanche que des effets négatifs négligeables sur la croissance et l'emploi. Elle paraît donc être la stratégie la plus viable à l'heure actuelle dans la mesure où elle correspond bien au dilemme actuel : restructurer l'industrie sans dépasser un seuil de chômage qui pourrait remettre en cause le modèle social allemand. Et de fait les pressions de la Bundesbank et des autorités fédérales pour limiter les augmentations de salaires, à commencer par ceux des fonctionnaires et la fermeté du patronat allemand dans les négociations collectives semblent avoir conduit à une inflexion notable dans la progression des salaires réels qui est négative pour la troisième année consécutive⁹. Mais c'est en fait sur l'ensemble des coûts salariaux supportés par les entreprises que la pression s'accroît, le problème fondamental étant la stabilisation des coûts indirects du travail dans une période où la réduction de la croissance augmente mécaniquement les prestations sociales versées et simultanément rétrécit la base sur laquelle sont assises les cotisations aux différents régimes sociaux ;

— enfin le ralentissement du rythme de créations d'emplois dans le secteur non-manufacturier apparaît comme un moyen efficace pour redresser à terme l'investissement et la productivité tendancielle du travail dans l'industrie. Ce type d'action structurelle est cependant beaucoup plus difficile à mettre en œuvre. On peut être tenté de le rapprocher des mesures visant à remettre en cause la croissance régulière et rapide des secteurs liés au développement de la protection sociale et du Welfare. En tout cas, il semble relativement difficile, compte tenu des tendances profondes de toutes les économies occidentales, d'envisager que la RFA puisse réduire le rythme de créations d'emplois non-manufacturiers, car la tertiarisation y est déjà largement moins prononcée que dans les autres pays.

On conclura cet exercice prospectif en soulignant qu'il postule implicitement une relative inertie des paramètres structurels, c'est-à-dire de la régulation de l'économie allemande telle qu'on l'a évaluée au vu des évolutions passées. L'expérience récente souligne que de nombreux aspects de ce mode de régulation, à commencer par la spécialisation internationale et la formation des salaires, sont loin d'être immuables même s'ils n'évoluent que très lentement. C'est ainsi, en partie, par la mise en place d'un nouveau mode de régulation que pourraient être levées certaines contraintes qui pèsent sur l'économie allemande. A long terme un degré de liberté nouveau, la remise en question du modèle lui-même qui dépasse le champ retenu ici, s'offre à l'analyse prospective.

9. Le projet de budget fédéral pour 1984 prévoit un blocage des rémunérations des agents de l'État pendant deux ans.

